

No. 29220

**FRANCE
and
DJIBOUTI**

Convention concerning judicial assistance in criminal matters. Signed at Djibouti on 27 September 1986

Authentic text: French.

Registered by France on 16 November 1992.

**FRANCE
et
DJIBOUTI**

Convention d'entraide judiciaire eu matière pénale. Signée à Djibouti le 27 septembre 1986

Texte authentique : français.

Enregistrée par la France le 16 novembre 1992.

CONVENTION¹ D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Le Gouvernement de la République française et
Le Gouvernement de la République de Djibouti,
Désireux de conclure une Convention d'entraide judiciaire en matière pénale,
Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

1. Les deux Etats s'engagent à s'accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure visant des infractions dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de l'Etat requérant.

2. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et de condamnation ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

Article 2

L'entraide judiciaire pourra être refusée :

a) Si la demande se rapporte à des infractions considérées par l'Etat requis soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques, soit comme des infractions en matière de taxes et impôts, de douane et de change.

b) Si la demande se rapporte à des infractions qui ne sont pas punissables, à la fois par la loi de l'Etat requérant et celle de l'Etat requis.

c) Si l'Etat requis estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres de ses intérêts essentiels.

TITRE II. COMMISSIONS ROGATOIRES

Article 3

1. L'Etat requis fera exécuter, conformément à sa législation, les commissions rogatoires relatives à une affaire pénale qui lui seront adressées par les autorités

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} août 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 12 janvier 1988 et 3 juin 1992) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 22.

judiciaires de l'Etat requérant et qui ont pour objet d'accomplir des actes d'instruction ou de communiquer des pièces à conviction, des dossiers ou des documents.

2. Si l'Etat requérant désire que les témoins ou les experts déposent sous serment, il en fera expressément la demande et l'Etat requis y donnera suite si sa législation ne s'y oppose pas.

3. L'Etat requis ne pourra transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si l'Etat requérant demande expressément la communication des originaux, il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

Article 4

Si l'Etat requérant le demande expressément, l'Etat requis l'informerá de la date et du lieu d'exécution de la commission rogatoire. Les autorités et personnes en cause pourront assister à cette exécution si l'Etat requis y consent.

Article 5

1. L'Etat requis pourra surseoir à la remise des objets, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

2. Les objets, ainsi que les originaux des dossiers ou documents, qui auront été communiqués en exécution d'une commission rogatoire, seront renvoyés aussitôt que possible par l'Etat requérant à l'Etat requis, à moins que celui-ci n'y renonce.

TITRE III. REMISE D'ACTES DE PROCÉDURE ET DE DÉCISIONS JUDICIAIRES; COMPARUTION DE TÉMOINS, EXPERTS ET PERSONNES POURSUIVIES

Article 6

1. L'Etat requis procédera à la remise des actes de procédure et des décisions judiciaires qui lui seront envoyés à cette fin par l'Etat requérant.

Cette remise pourra être effectuée par simple transmission de l'acte ou de la décision au destinataire.

Elle s'effectuera conformément à la législation de l'Etat requis.

2. La preuve de la remise se fera au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou d'une déclaration de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à l'Etat requérant. Si la remise n'a pu se faire, l'Etat requis en fera connaître immédiatement le motif à l'Etat requérant.

Article 7

Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de l'Etat requérant et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

Article 8

Les indemnités à verser, ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par l'Etat requérant seront calculés depuis le lieu de sa résidence et lui seront accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans l'Etat où l'audition doit avoir lieu.

Article 9

1. Si l'Etat requérant estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, il en fera mention dans la demande de remise de la citation et l'Etat requis en informera le témoin ou l'expert. L'Etat requis fera connaître à l'Etat requérant la réponse du témoin ou de l'expert.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, la demande ou la citation devra mentionner le montant approximatif des indemnités à verser, ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

3. Si une demande lui est présentée à cette fin, l'Etat requis pourra consentir une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci sera mentionnée sur la citation et remboursée par l'Etat requérant.

Article 10

1. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation est demandée par l'Etat requérant sera transférée temporairement sur le territoire où l'audition doit avoir lieu sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par l'Etat requis et sous réserve des dispositions de l'article 11 dans la mesure où celles-ci peuvent s'appliquer.

2. Le transfèrement pourra être refusé :

- a) Si la personne détenue n'y consent pas,
- b) Si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de l'Etat requis,
- c) Si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention ou,
- d) Si d'autres considérations impérieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de l'Etat requérant.

3. La personne transférée devra rester en détention sur le territoire de l'Etat requérant, à moins que l'Etat requis du transfèrement ne demande sa mise en liberté.

Article 11

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaitra devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant, ne pourra être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des faits ou condamnations antérieures à son départ du territoire de l'Etat requis.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant afin d'y répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne pourra y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cessera lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'Etat requérant pendant soixante jours consécutifs après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeurée sur ce territoire ou y sera retournée après l'avoir quitté.

TITRE IV. CASIER JUDICIAIRE

Article 12

1. L'Etat requis communiquera, dans la mesure où ses autorités judiciaires pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire et tous renseignements relatifs à ce dernier qui lui seront demandés par les autorités judiciaires de l'Etat requérant pour les besoins d'une affaire pénale.

2. Dans les cas autres que ceux prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, il sera donné suite à pareille demande dans les conditions prévues par la législation, les règlements ou la pratique de l'Etat requis.

TITRE V. PROCÉDURE

Article 13

1. Les demandes d'entraide devront contenir les indications suivantes :

- a) L'autorité dont émane la demande,
- b) L'objet et le motif de la demande,
- c) Dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause, et
- d) Le nom et l'adresse du destinataire s'il y a lieu, ou le plus grand nombre possible de renseignements permettant son identification et sa localisation.

2. Les commissions rogatoires prévues à l'article 3 mentionneront en outre l'inculpation et contiendront un exposé sommaire des faits.

Article 14

1. Les commissions rogatoires prévues à l'article 3 seront adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis et renvoyées par la même voie.

2. En cas d'urgence, les commissions rogatoires prévues à l'article 3 seront adressées directement par les autorités judiciaires de l'Etat requérant aux autorités judiciaires de l'Etat requis. Une copie de ces commissions rogatoires devra être communiquée en même temps au Ministère de la Justice de l'Etat requis.

Les commissions rogatoires seront renvoyées accompagnées des pièces relatives à l'exécution par la voie prévue au paragraphe 1 du présent article.

3. Les demandes prévues au paragraphe 1 de l'article 12 pourront être adressées directement par les autorités judiciaires au service compétent de l'Etat requis, et les réponses pourront être renvoyées directement par ce service. Les demandes prévues au paragraphe 2 de l'article 12 seront adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis.

4. Les demandes d'entraide judiciaire autres que celles prévues aux paragraphes 1 et 3 du présent article, et notamment les demandes d'enquête préliminaire à la poursuite, devront être adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis et renvoyées par la même voie.

Article 15

Les demandes d'entraide judiciaire et les pièces les accompagnant doivent être revêtues de la signature et du sceau d'une autorité compétente ou authentifiées par cette autorité. Ces documents sont dispensés de toute formalité de légalisation.

Article 16

Si l'autorité saisie d'une demande d'entraide est incompétente pour y donner suite, elle transmettra d'office cette demande à l'autorité compétente de son pays et, dans le cas où la demande a été adressée par la voie directe, elle en informera par la même voie l'Etat requérant.

Article 17

Tout refus d'entraide judiciaire sera motivé.

Article 18

Sous réserve des dispositions de l'article 8, l'exécution des demandes d'entraide, y compris les commissions rogatoires, ne donnera lieu au remboursement d'aucuns frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de l'Etat requis.

TITRE VI. DÉNONCIATION AUX FINS DE POURSUITE

Article 19

1. Toute dénonciation adressée par un Etat en vue de saisir les autorités judiciaires de l'autre Etat chargées de la poursuite fera l'objet de communications entre Ministères de la Justice.

2. L'Etat requis fera connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmettra s'il y a lieu copie de la décision intervenue.

TITRE VII. ECHANGE D'AVIS DE CONDAMNATION

Article 20

Chacun des deux Etats donnera à l'autre Etat avis des sentences pénales qui concernent les ressortissants de ce dernier Etat et qui ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les Ministères de la Justice se communiqueront cet avis à la fin de chaque année.

TITRE VIII. EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Article 21

Les avocats membres d'un barreau français ou djiboutien peuvent, à l'occasion de toute procédure relative à une infraction, assister les parties devant les juridic-

tions et les organismes juridictionnels de l'autre Etat, tant au cours des mesures d'instruction qu'à l'audience, dans les mêmes conditions que les avocats de cet Etat.

L'avocat qui use de la faculté d'assister les parties devant une juridiction ou tout organisme juridictionnel de l'autre Etat doit respecter les règles professionnelles et les usages locaux en vigueur dans l'Etat d'accueil, sans préjudice des obligations qui lui incombent dans l'Etat de provenance. Il doit être introduit auprès de la juridiction par le bâtonnier compétent dans l'Etat d'accueil, auquel il indique notamment l'organisation professionnelle dont il relève et la juridiction près de laquelle il exerce ordinairement, en établissant sa qualité d'avocat. Il doit se faire assister par un avocat dudit Etat et, pour la réception de toute notification prévue par la loi, faire élection de domicile chez cet avocat.

TITRE IX. DISPOSITIONS FINALES

Article 22

1. Chacun des deux Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière de ces notifications.

3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant à l'autre par la voie diplomatique une notification de dénonciation; la dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Djibouti, le [27 septembre 1986] en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République de Djibouti :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Robert Thomas — Signed by Robert Thomas.

² Signé par Moumin Bahdon Farah — Signed by Moumin Bahdon Farah.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
DJIBOUTI CONCERNING JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMI-
NAL MATTERS

The Government of the French Republic and
The Government of the Republic of Djibouti,
Wishing to conclude a Convention on judicial assistance in criminal matters,
Have agreed on the following provisions:

PART I. GENERAL PROVISIONS

Article 1

1. The two States undertake to extend to each other, in accordance with the provisions of this Convention, the broadest possible judicial assistance in any proceeding relating to offences the punishment of which is, at the time when assistance is requested, within the competence of the judicial authorities of the requesting State.

2. This Convention shall not apply to the execution of warrants of arrest and sentencing or to military offences that do not constitute offences under ordinary law.

Article 2

Judicial assistance may be refused:

(a) If the request relates to any offence which the requested State regards as a political offence or an offence connected with a political offence or as an offence concerning taxes, duties, customs or foreign exchange;

(b) If the request relates to an offence which is not punishable at the same time under the law of the requesting State and under that of the requested State;

(c) If the requested State considers that execution of the request is likely to impair its sovereignty, security, public policy or other essential interests.

PART II. LETTERS ROGATORY

Article 3

1. The requested State shall, in accordance with its legislation, cause to be executed letters rogatory relating to a criminal case which are forwarded to it by the judicial authorities of the requesting State and whose object is the performance of

¹ Came into force on 1 August 1992, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 12 January 1988 and 3 June 1992) by which the Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 22 (1) and (2).

acts pertaining to the investigation of the case or the communication of evidence, records or documents.

2. If the requesting State wishes to have witnesses or experts give testimony under oath, it shall make an express request to that effect and the requested State shall comply with it unless its legislation precludes this.

3. The requested State may transmit only certified true copies or photocopies of the records or documents requested. However, if the requesting State expressly asks for communication of the originals, its request shall be complied with to the extent possible.

Article 4

If the requesting State makes an express application to that effect, the requested State shall inform it of the date and place of execution of the letter rogatory. The authorities and individuals concerned may be present at the execution if the requested State so agrees.

Article 5

1. The requested State may delay the delivery of articles, records or documents whose communication is requested if they are required for criminal proceedings in progress.

2. The articles and originals of records or documents which have been communicated in execution of a letter rogatory shall be returned as soon as possible by the requesting State to the requested State, unless the latter signifies otherwise.

PART III. DELIVERY OF JUDICIAL DOCUMENTS AND JUDICIAL DECISIONS; APPEARANCE OF WITNESSES, EXPERTS AND ACCUSED PERSONS

Article 6

1. The requested State shall effect the delivery of judicial instruments and judicial decisions transmitted to it for that purpose by the requesting State.

Such delivery may be effected by a simple handing over of the document or decision to the intended recipient.

It shall be effected in accordance with the legislation of the requested State.

2. Proof of delivery shall consist either of a receipt dated and signed by the recipient or of a statement issued by the requested State confirming that delivery has been effected and indicating the method and date thereof. The document showing proof of delivery shall be transmitted forthwith to the requesting State. If it was not possible to deliver the document, the requested State shall immediately inform the requesting State why delivery could not be effected.

Article 7

A witness or expert who fails to comply with a summons to appear in court the delivery of which was requested may not be subjected, even where such summons contains injunctions, to any penalty or measure of constraint, unless he subsequently goes, of his own free will, to the territory of the requesting State and is summoned again in due form.

Article 8

The allowances to be paid and the travel and subsistence expenses to be reimbursed to witnesses and experts by the requesting State shall be calculated from the place of their residence and shall be at least equal to those provided for under the scales and regulations in force in the State in which the appearance is required.

Article 9

1. If the requesting State considers that the personal appearance of a witness or an expert before its judicial authorities is particularly necessary, it shall indicate this in the request for delivery of the summons, and the requested State shall inform the witness or expert to that effect.

2. In the case provided for in paragraph 1 of this article, the request or summons must mention the approximate amount of the allowances to be paid and the travel and subsistence expenses to be reimbursed.

3. If a request is made to that effect, the requested State may issue an advance to the witness or expert. This shall be mentioned in the summons and reimbursed by the requesting State.

Article 10

1. Any detained person whose appearance as a witness or for the purposes of confrontation is requested by the requesting State shall be transferred temporarily to the territory in which the hearing is to take place on condition that he is sent back within the period indicated by the requested State and subject to the provisions of article 11 in so far as they may apply.

2. The transfer may be denied:

- (a) If the detained person does not give his consent,
- (b) If his presence is required in criminal proceedings taking place in the territory of the requested State,
- (c) If his transfer is likely to prolong his detention or,
- (d) If there are other compelling reasons against transferring him to the territory of the requesting State.

3. The person who is transferred must remain in detention in the territory of the requesting State, unless the requested State asks for his release.

Article 11

1. No witness or expert of any nationality who, in response to a summons, appears before the judicial authorities of the requesting State, shall be prosecuted, detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State by reason of acts committed or a conviction pronounced prior to his departure from the territory of the requested State.

2. No person of any nationality who is summoned to appear before the judicial authorities of the requesting State for the purpose of giving evidence about acts in respect of which proceedings have been instituted against him shall be prosecuted, detained or subjected to any other restriction of his personal liberty by reason of acts committed or a conviction pronounced prior to his departure from the territory of the requested State and not mentioned in the summons.

3. The immunity provided for in this article shall cease if the witness, expert or person against whom proceedings have been instituted, having had the opportunity to leave the territory of the requesting State during a period of 60 consecutive days after the date on which his presence ceased to be required by the judicial authorities, nevertheless remained in that territory or, having left it, returned to it.

PART IV. COURT RECORDS

Article 12

1. The requested State shall to the extent that its judicial authorities would themselves be able to obtain them in a similar case, transmit excerpts from the court records and any information relating thereto which is required of it by the judicial authorities of the requesting State for the purposes of a criminal case.

2. In cases other than those provided for in paragraph 1 of this article, such a request shall be complied with on the conditions provided for by the legislation, regulations or practice of the requested State.

PART V. PROCEDURE

Article 13

1. Request for reciprocal assistance shall contain the following particulars:

(a) The name of the requesting authority;

(b) The purpose of and reason for the request;

(c) To the extent possible, the identity and nationality of the person concerned;
and

(d) The name and address of the intended recipient, where appropriate, or as much information as possible to assist in identifying and locating him.

2. The letters rogatory provided for in article 13 shall also mention the charge and shall contain a summary of the facts.

Article 14

1. The letters rogatory provided for in article 3 shall be sent by the Ministry of Justice of the requesting State to the Ministry of Justice of the requested State and returned through the same channel.

2. In an emergency, the letters rogatory provided for in article 3 shall be sent directly by the judicial authorities of the requesting State to the judicial authorities of the requested State. A copy of the letters rogatory shall be transmitted at the same time to the Ministry of Justice of the requested State.

The letters rogatory shall be returned together with the documentation relating to their execution through the channel provided for in paragraph 1 of this article.

3. The requests provided for in article 12, paragraph 1, may be sent directly by the judicial authorities to the competent service of the requested State, and the replies may be sent directly by that service. The requests provided for in article 12, paragraph 2, shall be sent by the Ministry of Justice of the requesting State to the Ministry of Justice of the requested State.

4. Requests for judicial assistance other than that provided for in paragraphs 1 and 3 of this article, in particular requests for preliminary hearings prior to prosecution, shall be sent by the Ministry of Justice of the requesting State to the Ministry of Justice of the requested State and returned through the same channel.

Article 15

Requests for judicial assistance and the accompanying documentation shall bear the signature and seal of a competent authority or be certified by such authority. Such documents shall be exempted from any authentication formality.

Article 16

If the authority which receives a request for assistance is incompetent to comply with it, it shall automatically transmit such request to the competent authority of its country and, if the request has been sent directly, it shall so inform the requesting State through the same channel.

Article 17

Reasons shall be given for any refusal of judicial assistance.

Article 18

Subject to the provisions of article 8, the execution of requests for assistance, including letters rogatory, shall not give rise to the refunding of any costs save the fees paid to experts in the territory of the requested State.

PART VI. REPORTS WITH A VIEW TO PROSECUTION

Article 19

1. Any report made by one State with a view to bringing a case before the judicial authorities of the other State responsible for prosecution shall be the subject of communications between Ministries of Justice.
2. The requested State shall inform the requesting State of the action taken on the report and shall, if appropriate, transmit a copy of the decision reached.

PART VII. EXCHANGE OF CONVICTIONS

Article 20

Each of the two States shall report to the other State criminal sentences that concern nationals of the latter State and which have been entered in the court records. The Ministries of Justice shall exchange such reports at the end of each year.

PART VIII. EXERCISE OF THE LEGAL PROFESSION

Article 21

Attorneys who are members of a French or Djibouti bar may, at the time of any procedure relating to an offence, assist the parties before the courts and juridical

bodies of the other State, both during the pretrial investigations and at the hearing, under the same conditions as the attorneys of that State.

An attorney who avails himself of the right to assist the parties before a court or any juridical body of the other State must respect the professional rules and local usages prevailing in the receiving State, without prejudice to the obligations by which he is bound in the State of origin. He must be introduced to the court by the competent president of the bar in the receiving State, to whom he must indicate the professional organization to which he belongs and the court in which he normally practices, in establishing his credentials as an attorney. He must be assisted by an attorney of that State and, for the receipt of any notification envisaged under the law, he must use the address of that attorney.

PART IX. FINAL PROVISIONS

Article 22

1. Each of the Contracting States shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Convention. Notifications of completion of these procedures shall be exchanged as soon as possible.

2. This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the second such notification.

3. Each of the two States may denounce this Convention at any time by sending notification of denunciation of the other State through the diplomatic channel; such denunciation shall take effect one year after the date of receipt of such notification.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments, being duly authorized for that purpose, have signed this Convention and have fixed their seals thereto.

DONE at Djibouti, on 27 September 1986, in duplicate in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[ROBERT THOMAS]

For the Government
of the Republic of Djibouti:

[MOUMIN BAHDON FARAH]
